

Les organisations sud-caucasiennes en Fédération de Russie : un exemple de « meso-transnationalisme »

Adeline Braux (CERI/Sciences-Po)*

Depuis le début des années 1990, le paradigme transnationaliste domine très largement la recherche sur les migrations. Prenant acte des bouleversements occasionnés par la mondialisation des échanges et les révolutions technologiques, les partisans du transnationalisme s'attachent à dépasser le prisme d'analyse habituel concentré sur les causes de départ et les problématiques d'assimilation/adaptation des immigrés et soulignent l'apparition de champs sociaux communs entre pays d'origine et d'installation. La théorie transnationaliste a été parfois critiquée comme n'étant, justement, pas une théorie, mais une sorte d'auberge espagnole théorique présentant comme nouveaux des phénomènes ayant toujours existé. Elle aura cependant permis de relativiser la vision parfois peu dynamique d'un immigré en permanence absent tant dans son lieu d'origine que d'arrivée, et n'ayant aucune prise sur son destin. D'un point de vue méthodologique, en faisant la part belle à la micro-sociologie, le paradigme transnationaliste contribue à enrichir considérablement les recherches de terrain menées au sein des groupes en migration en investissant des domaines jusqu'ici délaissés. Le terme même de transnationalisme possède des avatars lexicaux – à connotation post-moderne –, hybridité culturelle, créolisation, bifocalité, postnationalité, bricolage, *cultural translation*, syncrétisme, qui tendent à donner une connotation positive aux phénomènes étudiés. En somme, à signifier la revanche de « ceux d'en bas » face à l'oppression émanant des structures [Smith, 2005, p.237] même si, pour anti-hégémoniques qu'elles soient, les pratiques transnationales et les identités hybrides ne sont pas forcément toujours résistantes [Guarnizo, Smith, 1998, p.5]. Cette approche découle de la volonté de se démarquer des grandes analyses marxistes traditionnelles, qui ont tendance à négliger les acteurs et à aboutir à des surdéterminations produisant les grandes théories auto-réalisatrices [Guarnizo, Smith, p.25 et p.65]. Par voie de conséquence, les études transnationales, en privilégiant les

* Auteur d'une thèse de science politique intitulée « Migrations, transnationalisme et nouvelles diasporas dans l'espace post-soviétique : les immigrés sud-caucasiens en Fédération de Russie » qui s'attache à analyser notamment les stratégies migratoires et les vecteurs de co-présence de ces immigrés, ainsi que la politique des pays d'origine à leur égard.

acteurs, se sont placées au niveau micro, négligeant parfois les contextes historiques et géographiques dans lesquels avaient lieu les migrations et l'engagement des migrants transnationaux au sein de strates multiples, à la fois dans le contexte structurel et les relations personnelles [Vertovec, 2003, p.657 ; De Wind, Lewitt, Vertovec, 2003, p.567]. L'étude des organisations communautaires apparaît dès lors comme une sorte de moyen terme méthodologique : situées à un niveau meso, elles offrent un angle d'étude plus large que les microstructures comme la cellule familiale par exemple tout en s'inscrivant dans un contexte structurel (historique, institutionnel, *etc*) qui influe fortement sur leur fonctionnement.

Créées sur une base civique et/ou culturelle, elles sont la forme d'organisation collective la plus répandue parmi les groupes immigrés, quelles que soient leur origine nationale, leur implantation et les caractéristiques individuelles de leurs membres [Escobar, Portes, Walton Radford, 2007, p.264]. Le but et le rôle principaux des organisations communautaires sont de répondre aux besoins de leurs membres, mais cette fonction est déterminante surtout dans les premières phases de la migration, lorsque les réseaux migratoires de toutes sortes ne sont pas encore en place dans le pays d'installation [Caglar, 2006, p.2]. Néanmoins, le maintien de liens avec le pays d'origine par le biais d'activités transnationales se perpétue bien souvent au-delà de la phase transitoire de l'immigration et interroge donc les modalités d'inscription des groupes immigrés dans le pays d'arrivée.

Dans ce papier, il sera question des organisations communautaires arméniennes, azerbaïdjanaises et géorgiennes en Russie. Ces « organisations sociales » (*obchtchestvennye organizatsii*), terme générique qui désigne en Russie les associations en règle générale, sont apparues dans ce pays, en particulier à Moscou, à la faveur de la perestroïka. Leurs rangs se sont enrichis notamment après l'arrivée de nombreux immigrés qui ont pris le chemin de l'émigration vers la Russie en raison des conflits qui ont secoué le Caucase du Sud dans les années 1990 et de la dégradation de la situation socioéconomique suite à la disparition de l'URSS. D'après le dernier recensement de 2002¹, 1 132 491 personnes de « nationalité »² arménienne vivaient en Russie, 621 840 de « nationalité » azérie et 197 934 de « nationalité » géorgienne. Parmi eux, 138 821 Arméniens possédaient la citoyenneté arménienne, 154 911 Azéris la citoyenneté azerbaïdjanaise et 52 918 Géorgiens la citoyenneté géorgienne.

¹ <http://www.perepis2002.ru/index.html?id=17>, page consultée le 4 décembre 2010.

² C'est-à-dire d'origine arménienne, selon la terminologie soviétique encore très fréquemment utilisée en Russie.

La présence dans les instances dirigeantes de ces organisations d'individus ayant émigré en Russie dès la fin de l'URSS, voire même avant, conduit à s'interroger sur l'appellation même d'« organisations immigrées », que nous avons choisi de ne pas employer. Une organisation est-elle qualifiée de la sorte parce que la majorité de ses membres est née à l'étranger, ou bien parce que ces derniers sont des descendants d'immigrés [Schrover, Vermeulen, 2005, p.825]? Appelle-t-on une organisation « immigrée » parce que sa création a été inspirée par des immigrés ? Quand une telle organisation cesse-t-elle d'être « immigrée » ? *In fine*, la question posée est celle de l'évolution de ces organisations, qui revêtent les caractéristiques spécifiques d'associations de travailleurs indépendamment des activités de leurs dirigeants, une situation qui correspond au profil social de ces groupes [Fijalkowski, 1994, p.39]. Dans la plupart des pays d'immigration en effet, ce sont les associations d'immigrés qui deviennent des organisations ethniques, ou bien dont la base s'élargit à des migrants d'une autre origine. Les organisations communautaires sud-caucasiennes présentent de ce point de vue un profil tout à fait original puisqu'elles ont été créées dans un premier temps en tant qu'entités ethniques par des membres de l'intelligentsia peu avant ou immédiatement après la disparition de l'URSS, avant d'élargir leur base, et par conséquent leurs activités, à la masse des immigrés. Elles reflètent parfois les rapports de force et les clivages qui traversent ces mêmes communautés mais elles ne touchent qu'une minorité d'immigrés sur lesquels elles prétendent pourtant avoir une grande influence. Nous nous intéresserons dans un premier temps au mode de création de ces organisations communautaires sud-caucasiennes en Russie, puis nous présenterons les plus importantes d'entre elles dans une seconde partie, avant de décrire leurs principales activités.

Les prémisses : un mode de création identique

Les trois communautés étudiées (arménienne, azerbaïdjanaise et géorgienne) ont pour caractéristique d'avoir créé des organisations communautaires en réaction à des événements survenus dans leur république d'origine, ou du moins développé des activités qui ont par la suite conduit à la création de telles associations. Les catastrophes naturelles, accidents de grande ampleur, guerres et autres événements dramatiques figurent ainsi parmi les événements qui conduisent à la création de telles associations chez les groupes immigrés. Ainsi, la première association géorgienne, la *Moskovskoe Grouzjinskoe Zemliatchestvo*³ (« Amicale des Géorgiens de Moscou », ci-après Amicale des Géorgiens), a été créée suite à la répression sanglante de la manifestation du 9 avril 1989 à Tbilissi. Ce jour-là, plus de cent mille personnes s'étaient réunies

³ Qui désigne, littéralement, une sorte d'amicale fondée sur la base d'une origine géographique commune, du russe *zemlâ*, « la terre ».

en plein centre-ville pour soutenir des grévistes de la faim qui entendaient faire valoir leurs revendications, principalement l'indépendance de la Géorgie [Carrère d'Encausse, 1990, p.143]. À l'époque, des mouvements de ce type étaient apparus dans nombre de républiques de l'Union, comme dans les Pays Baltes, mais également en Arménie et en Azerbaïdjan. En Géorgie, la population était également échaudée par les revendications indépendantistes en Abkhazie [Serrano, 2007, p.49]. Plusieurs commissions d'enquête seront mises en place, qui concluront officiellement à la responsabilité des autorités locales dans le déclenchement de la répression. L'implication de Moscou dans ces événements continue néanmoins de poser question jusqu'à présent. Le « dimanche noir » aura des conséquences politiques et symboliques importantes et demeurera au cœur de la conscience collective géorgienne contemporaine. Il accélèrera notamment la rupture entre Géorgiens et Russes, et entre la population géorgienne, désormais toute acquise à l'idée de l'indépendance, et la direction de la république. C'est donc dans ce contexte que la « diaspora géorgienne » a commencé à s'organiser, comme le rapporte l'une des animatrices d'une autre organisation (*Grouzjnskaïa občtchina*, « Communauté géorgienne ») créée en 1992 :

Le 9 avril [1989] : c'est le début de l'insurrection, du soulèvement, de la reconnaissance, je ne sais pas comment dire. C'est là que les Géorgiens ont commencé à se rassembler. [...] Mais je voudrais dire que tout ce qu'on a fait, contrairement à eux, c'était sans argent⁴. C'est pour ça que, quelque part, j'ai un peu de mal en ce moment. On l'a fait seulement avec notre pur enthousiasme et sans argent ». (Moscou, 29 octobre 2008)

L'Amicale des Géorgiens a été créée quant à elle dans le sillage des événements du 9 avril, comme le confirme l'un de ses membres :

On jouissait quand même d'une certaine indépendance. Les gens étaient intéressants mais manquaient d'argent. En revanche, ils ne dépendaient de personne. On publiait des revues et des journaux, *Slovo*, *Almanach* et d'autres. À l'époque il y avait des discussions enflammées, des disputes même sur la Géorgie, ses intérêts. C'était dans une *darbaze* (« salle », en géorgien) et les réunions se terminaient par une chanson. [...] On a également participé à des piquets, des meetings lors des événements en Russie même : la révolution de février à Moscou en 1990 vers la place du Manège, puis lors du putsch de 1991. (Tbilissi, juillet 2009)

⁴ Notre interlocutrice évoque la fusion récente de plusieurs associations géorgiennes en une seule organisation financée par un riche homme d'affaires, Mikhaïl Khubutia. Elle nous expliquera d'ailleurs par la suite avoir des difficultés à accepter ce changement, qui reflète l'influence de certains leaders associatifs dont l'importance se mesure à l'aune de l'implication financière.

En URSS, les associations de ce type étaient naturellement prohibées, et seuls les étudiants étrangers étaient autorisés à créer des « amicales ». L'Amicale des Géorgiens, sans être religieuse en tant que telle, s'est investie dès sa création dans la restauration de l'église géorgienne de Moscou et cette empreinte est demeurée jusqu'à présent. Un petit nombre d'enthousiastes géorgiens s'était lancé dans la préservation du patrimoine culturel géorgien de Russie soviétique dès la fin des années 1980. Ainsi, l'Association bénévole pour la préservation des monuments historiques et culturels de Russie et de Géorgie, *Dzalisa*, est créée par Tamaz Djandiéri dès 1986⁵. Parallèlement à la restauration de monuments et d'églises, elle organisait des expositions culturelles. Après la disparition de l'URSS, elle est devenue la « Société d'amitié russo-géorgienne » et s'est investie dès 1990 pour la restitution à la communauté géorgienne de l'église géorgienne de Moscou⁶. Ce fut chose faite dès 1991, année qui vit en outre la création par le même Tamaz Djandiéri de la « Fraternité orthodoxe Saint Georges le Vainqueur et Sainte Nino l'évangéliste »⁷. Par ailleurs, un centre culturel, Mziouri, avait été créé dès 1986 sur l'Arbat, en plein centre-ville de Moscou, et constituait une sorte de « foyer culturel » pour les Géorgiens. De ce point de vue, les Géorgiens ont été les plus précoces dans la sphère culturelle. On peut d'ailleurs mettre ces développements en parallèle avec les restaurations architecturales intervenues en Géorgie pendant la période soviétique même dans un contexte de renouveau national⁸.

Côté azerbaïdjanais, l'association *Odjak* (« foyer ») est créée en 1988 à la faveur de la perestroïka, par des membres de l'intelligentsia azerbaïdjanaise de Moscou dont l'actuel président, Tofik Melikov, est turcologue. Constatant des processus d'assimilation, notamment linguistique, chez les enfants d'origine azérie, un petit groupe de bénévoles, essentiellement des professeurs, lance une « école du dimanche » (en russe *voskresnaïa shkola*) où sont enseignées la langue et la culture azéries⁹. Par la suite, les événements au Haut-Karabagh, qui agissent comme un catalyseur du nationalisme azéri [Urjewicz, 1991], et l'intervention de l'armée soviétique à Bakou en janvier

⁵ www.dzalisa.org.

⁶ Le lien étroit entre l'Église géorgienne et les premières organisations communautaires géorgiennes est une constante qu'on retrouve également à Saint-Pétersbourg, où l'église géorgienne locale s'est montrée très active [Baramidze, Rumiantsev, 2008, p.9].

⁷ Cette organisation est, comme son nom l'indique, très préoccupée d'« œcuménisme » (il s'agit en fait de la même Église) entre Églises russe et géorgienne. Son co-président, Valentin Nikitine, est un Russe originaire de Tbilissi.

⁸ Au milieu des années 1970, la Société pour la conservation du patrimoine culturel est créée par des étudiants activistes qui s'engagent dans la restauration d'églises et de monuments. Dans le même temps, écrivains et historiens éprouvent un intérêt nouveau pour l'histoire géorgienne. *In fine*, ces initiatives posent les bases d'un nouveau type de nationalisme, dissident et élitiste [Merlo, 2009, p.130-131].

⁹ Entretien avec le fondateur et président d'Odjak, Moscou, 3 décembre 2008. On observe les mêmes développements pour les Géorgiens de Russie.

1990 ne tardent pas à cristalliser les mécontentements et à souder la diaspora autour de la république d'origine, parachevant le processus de mobilisation nationale. L'intervention fait plus de 600 morts et disparus selon le Front Populaire d'Azerbaïdjan, 84 tués dont 14 soldats selon les sources officielles. Les raisons de l'intervention de l'armée soviétique restent à l'image de cette période, troubles. Officiellement, l'armée est intervenue pour faire cesser des pogroms contre la communauté arménienne de la ville, pour « restaurer l'ordre » et « assurer la sécurité des citoyens », alors que les violences avaient cessé depuis plusieurs jours [Carrère d'Encausse, pp.120-124]. Or, un certain nombre de détails troublants ont été dévoilés par la suite¹⁰. Moscou, par cette intervention qui a eu lieu au plus fort de la mobilisation en faveur du Front Populaire d'Azerbaïdjan, entendait faire cesser les activités de ce mouvement, qui avait selon elle l'intention de renverser le pouvoir soviétique et de former un État islamique unifié avec les Azéris d'Iran [Carrère d'Encausse, p.122]. L'un des buts de l'organisation était donc d'ouvrir une « école du dimanche », comme l'explique la directrice de l'école N°157 à composante d'enseignement ethnoculturelle azérie de Moscou¹¹ :

J'ai commencé à me familiariser davantage avec la diaspora azerbaïdjanaise en 1990. Après les événements de janvier je suis allée voir notre représentation permanente, à l'époque il n'y avait pas d'ambassade, mais une représentation, pour savoir comment allait ma famille à Bakou parce que je n'arrivais pas à les joindre par téléphone et les versions données par la télévision étaient contradictoires. [...] À cette époque, je me suis mise à beaucoup parler avec des gens de ma nationalité. Et j'ai été stupéfaite de constater que les gens qui vivaient ici de façon permanente, leurs enfants, ne maîtrisaient absolument pas l'azéri, et ça m'a vraiment étonnée. Comment est-il possible de ne pas connaître sa langue ? Alors après ces événements, en 1992, je suis allée voir l'ambassadeur, il y avait déjà une ambassade d'Azerbaïdjan. C'était Hekimet Hadjizade à l'époque. Donc je suis allée le voir pour lui proposer d'ouvrir sous l'égide de l'ambassade une école du dimanche. (Moscou, 14 octobre 2008)

¹⁰ Notamment par un rapport de Human Rights Watch, *Conflict in the Soviet Union : Black January in Azerbaïdjan*, 1991. L'accès à Bakou et au Nakhitchevan avait été interdit aux étrangers dès le 4 janvier, d'où l'absence de récits des événements susceptibles d'être impartiaux et réellement documentés ; la station de radio-télévision a subi une explosion la veille du 20 janvier (comme à Vilnius un an plus tard), du coup, les Bakinois ont été prévenus de l'intervention, que le Front Populaire d'Azerbaïdjan supposait imminente, à 5 heures du matin seulement par la radio militaire. Alors que les troupes sont arrivées à minuit dans la nuit du 19 au 20 janvier, des gradés ont affirmé qu'ils avaient reçu des ordres bien avant le début des pogroms anti-arméniens de se tenir prêts pour une intervention, même s'ils n'avaient aucune information quant au lieu de cette intervention. Voir également « Soviet army in Baku », *Central Asia and Caucasus Chronicle*, décembre 1989/janvier 1990, vol.8, n°6, p.1.

¹¹ Il s'agit d'une école publique qui propose des cours de langue et civilisation azéries.

Ils furent aidés dans leur entreprise par quelques sommités de la communauté de l'époque, notamment le compositeur Rasi Soultanov et Mamed Kerimov, un spécialiste de l'islam¹². L'association a fêté ses vingt ans fin 2008 et demeure animée, peu ou prou, par ses membres fondateurs.

Comme nous le mentionnions plus haut, nombre d'associations communautaires et/ou d'immigrés sont créées suite à des catastrophes naturelles afin d'apporter une aide ponctuelle dans le pays d'origine. Dans la période post-soviétique, ces organisations ont bien souvent perduré au-delà de l'actualité de leur événement fondateur qui a parfois servi de catalyseur à des revendications à caractère politique, culturel et national. La communauté arménienne de Moscou s'est ainsi mobilisée suite au tremblement de terre de Spitak en décembre 1988 d'une part, et aux violences à l'encontre des Arméniens en Azerbaïdjan et au Haut-Karabagh d'autre part, dans un contexte de perestroïka et de fin de l'URSS propice à la liberté d'expression. La directrice de l'école pluriculturelle N°1650, une activiste de la première heure, évoque les débuts de son engagement :

C'était au moment de la perestroïka. Chaque nationalité a voulu avoir la possibilité de se détacher [*otdelit'sja*]. C'était la démocratie, la politique avait changé. Et dans les républiques où il y avait des guerres, les migrations ont commencé, d'Abkhazie, des Géorgiens, du Haut-Karabagh, d'Azerbaïdjan, d'Arménie, les gens sont venus ici [à Moscou]. Bref, il y a eu beaucoup de migrants. Avant, en URSS, il n'y avait pas de migrants [...]. Justement à cette époque, il y a eu le tremblement de terre en Arménie, beaucoup de gens ont été évacués aussi, y compris des enfants dans des hôpitaux. Et comme c'était l'Arménie, moi je suis arménienne, et le monde entier a soutenu l'Arménie, qui est si petite. Nous [les Arméniens de Moscou], on allait dans les hôpitaux pour savoir comment on pouvait aider. Et il y a eu un moment très intéressant, c'était incroyable pour moi, et c'est comme ça que j'ai commencé mes activités. Donc, j'allais dans les hôpitaux. Près du lit d'un des enfants, son père était debout. Et là il me prend par l'épaule et me dit : 'Ma fille, comment fait-on pour l'école ?'. Sa fille était dans un état très grave, et lui, 'l'école'. J'étais bouleversée. » (Moscou, 27 octobre 2008)

Notre interlocutrice poursuit ensuite en expliquant comment elle est parvenue à convaincre la représentation de la République soviétique d'Arménie à Moscou de lui obtenir des salles dans un foyer d'accueil pour les sinistrés afin d'y créer une école. Elle souligne que cette première étape a servi de base à un projet d'école multiculturelle au sein de laquelle elle a par la suite réuni des enfants d'origines très différentes (enfants de migrants et peuples minoritaires de Russie) et où des enseignements « nationaux » (langue, culture) étaient dispensés.

¹² Entretien avec la directrice de l'école N°157 de Moscou à composante d'enseignement ethnoculturelle azérie, Moscou, 14 octobre 2008.

Dans les trois cas évoqués, les associations pionnières ont été créées par des « immigrés » éduqués et d'origine sociale relativement favorisée, caractéristiques qu'on observe dans d'autres groupes [Moya, 2005, p.838].

Présentation des principales organisations communautaires sud-caucasiennes en Russie

Des trois communautés étudiées (arménienne, azerbaïdjanaise, géorgienne), la communauté géorgienne est celle, au regard des relations houleuses entre la Géorgie et la Russie, qui est la plus traversée par des courants contradictoires. Ces dissensions s'expriment surtout au sein et entre les organisations communautaires. C'est aussi le groupe immigré, à Moscou, qui possède le plus de centres culturels, d'écoles et d'organisations. La plus grande organisation communautaire géorgienne est l'Union des Géorgiens de Russie (*Soiounz Grouzjin Rossii*, SGR, ci-après Union des Géorgiens), résultat de la fusion en avril 2007, suite à la fermeture du centre culturel situé sur l'Arbat, de trois organisations : la Société des Géorgiens de Russie (*Obchtchestvo Grouzjin v Rossii*, ci-après Société des Géorgiens), l'Union des Géorgiens de Russie et Diplomatie populaire, « mouvement civique régional de promotion et de développement du dialogue pluriséculaire des peuples russe et géorgien ». L'Union des Géorgiens est née à l'initiative de son actuel président¹³, Mikhaïl Khubutia, homme d'affaires originaire de Zougdidid¹⁴ ayant initialement investi le secteur du bâtiment et qui vit en Russie depuis la fin des années 1980. Propriétaire via une SARL du Manège, bâtiment historique situé à deux pas du Kremlin et reconverti en centre d'expositions¹⁵, et du prestigieux restaurant *Gostiynyï dvor*, il a par ailleurs fait fortune dans le secteur de la vente d'armes de chasse et de sport. Des activités qui lui doivent d'être régulièrement accusé de travailler pour le FSB (services spéciaux russes)¹⁶, avec lequel il est en effet souhaitable d'entretenir à tout le moins des relations cordiales pour exercer ce type d'activités. Un temps membre du gouvernement local de Moscou, il est en outre membre du parti majoritaire en Russie, Edinaïa Rossia¹⁷. Le Présidium de l'Union, composé de quatre personnes, compte

¹³ Qui était déjà président de l'Union des Géorgiens avant qu'elle ne fusionne avec les deux autres organisations.

¹⁴ Ville située à l'ouest de la Géorgie.

¹⁵ Le congrès créateur de l'Union des Géorgiens de Russie y avait d'ailleurs été organisé.

¹⁶ Dans un *chat* organisé sur le site de l'Union des Géorgiens entre M. Khubutia et des internautes, c'était très précisément une des questions qui lui était posée sur un ton ironique par l'un des participants. « Skol'ko platiat v FSB za predateł'stvo rodiny ? » (« Combien paie le FSB pour trahir sa patrie ? »), Irakli de Moscou.

¹⁷ Informations contenues sur son site personnel : <http://www.khubutiya.ru/bio.asp>.

également le président de l'ancienne Amicale des jeunes (Gueorgui Tsurtsoumia) et de la Société des Géorgiens de Russie (Severian Tsagaréichvili). Des trois organisations ayant fusionné, la Société était la plus importante. Créée en 1992 et enregistrée officiellement par le ministère russe de la Justice en 1993, elle fut présidée dans un premier temps par l'académicien Ivéri Pranguichvili, remplacé après son décès par Severian Tsagaréishvili. L'association s'était installée dans le bâtiment du centre culturel situé sur l'Arbat, qu'elle partageait avec l'Amicale des Géorgiens. À l'époque, elle avait été créée dans le but d'aider les réfugiés géorgiens d'Abkhazie qui affluaient à Moscou, et plus largement en Russie. Elle a par la suite étendu ses activités à la sphère culturelle, dans la capitale russe comme en province. L'empreinte humanitaire est toutefois demeurée forte. Ainsi, l'organisation disposait, et l'Union dispose toujours, d'une liste de médecins d'origine géorgienne qui acceptaient de recevoir gratuitement des patients dans le besoin. Les activités à but humanitaire figurent dans ses statuts, comme du reste dans ceux de la plupart des organisations communautaires, à l'égard tant de leurs compatriotes que d'autres groupes, en Russie et, dans une moindre mesure, dans leur pays d'origine. Les animateurs de l'association ont en outre eu à cœur de perpétuer la mémoire de personnalités d'origine géorgienne ayant contribué au rayonnement culturel de la Russie, ou ayant marqué son histoire ou celle de l'URSS. L'association a par exemple fait apposer une plaque commémorative à l'entrée du musée Roubliov en mémoire de son premier directeur, Dimitri Arsenichvili, a fait ériger une statue au général d'Alexandre Ier Pierre de Bagration¹⁸, et a fourni un grand portrait de Staline au musée de l'Armée Rouge¹⁹. Les fondateurs de l'association relatent avec nostalgie les grandes fêtes organisées à l'occasion du nouvel an et du jour de l'indépendance de la Géorgie, auxquelles le tout-Moscou russo-géorgien se pressait, évoquant avec regret « les artistes qui se fâchaient s'ils n'étaient pas invités, alors que maintenant plus personne ne vient gratuitement »²⁰. Les mésententes entre la Russie et la Géorgie, puis la guerre de 2008, ont eu pour conséquence un renforcement des clivages déjà existants parmi les associations géorgiennes entre partisans d'un maintien coûte que coûte des relations entre les deux pays, et les organisations favorables à Tbilissi. Les premiers, en fait essentiellement l'Union des Géorgiens, sont considérés – au mieux – comme pro-russes, voire même comme des traîtres, par les seconds, eux-mêmes perçus comme des inconscients par ces derniers. Il s'en suit une configuration de réseaux assez nettement délimitée dans laquelle on retrouve d'un côté l'Union des Géorgiens, occasionnellement en contact avec les autorités géorgiennes et le ministère géorgien de la Diaspora, avec lesquels les

¹⁸ Issu d'une illustre famille de la noblesse géorgienne, il décède lors de la bataille de Borodino en 1812.

¹⁹ Entretien avec la secrétaire générale de la Société des Géorgiens, Moscou, 29 octobre 2008.

²⁰ *Ibid.*

relations se sont toutefois sensiblement dégradées depuis 2008, et qui est bien implanté dans l'école à composante d'enseignement ethnoculturelle géorgienne, dont elle finance nombre d'activités. D'un autre côté, on retrouve *Lazare* (une organisation de jeunes), l'Amicale des Géorgiens, liée à l'église géorgienne de Moscou, à l'ambassade de Géorgie en Fédération de Russie²¹, et au président géorgien, dont deux conseillers sont précisément des membres fondateurs de l'Amicale. Il va de soi que les frontières entre réseaux ne sont pas complètement hermétiques : l'ambassade de Géorgie manifeste son intérêt pour les activités de l'école, et certains collaborateurs de l'Union des Géorgiens ont eux-mêmes été diplomates en poste dans cette même ambassade dans les années 1990 ou au début des années 2000. Lors du 22^{ème} anniversaire de la création de l'association Dzalisa, célébré en même temps que le 17^{ème} anniversaire de la Fraternité orthodoxe le 12 juin 2008, la directrice de l'école géorgienne, la secrétaire de la Société des Géorgiens et le conseiller culturel de l'ambassade de Géorgie étaient présents. Les deux premières ont d'ailleurs été décorées. L'Union des Géorgiens apparaît donc relativement isolée, même si elle compense cet inconvénient par sa visibilité médiatique et un entretient certain auprès des autorités russes.

Côté azerbaïdjanais, à Moscou, les trois organisations les plus actives sont l'association culturelle Odjak, l'Autonomie nationale culturelle²² des Azerbaïdjanais (ci-après Autonomie)²³ et le Congrès azerbaïdjanais de Russie (*Vserossiiskii Azerbaïdjanskiï Kongress*, ci-après Congrès azerbaïdjanais)²⁴. On recense en outre une myriade de petites associations qui n'existent que sur le papier²⁵. L'association Odjak, dont il a été question plus haut, est désormais affiliée au Congrès azerbaïdjanais et ses activités restent cantonnées à la sphère culturelle. Le Congrès et l'Autonomie ont quant à eux un spectre d'activités plus étendu et largement identique : activités culturelles et

²¹ Ou du moins ce qu'il en restait lors de notre dernier terrain (achevé en mars 2009) : à l'époque seules les activités consulaires étaient maintenues, le drapeau géorgien ne flottait plus hors des locaux et la Suisse s'apprêtait à assurer les relations diplomatiques entre les deux pays, ce qui fut chose faite peu de temps après.

²² Les autonomies nationales culturelles, créées par la loi fédérale N°74 du 17 juin 1996, sont une émanation directe du système d'organisation des minorités nationales telles qu'il avait été pensé dans l'Empire austro-hongrois. La loi russe définit l'autonomie nationale-culturelle comme une « forme d'auto-détermination qui se présente comme un regroupement social de citoyens de la Fédération de Russie se rattachant à une communauté ethnique particulière sur la base d'une auto-organisation volontaire et dont le but est de résoudre la question de la préservation de leurs mœurs, du développement de leur langue, de leur éducation et de leur culture nationale. »

²³ www.fnkaa.ru, créée le 1^{er} octobre 1999.

²⁴ www.vakmos.ru. Le VAK n'a pas de lien institutionnel avec le Congrès des Azéris du monde, ni avec l'autre VAK, le *Vsemirnyi Armianskii Kongress*, Congrès des Arméniens du monde ...

²⁵ Entretien à l'Ambassade d'Azerbaïdjan à Moscou avec le conseiller chargé des questions liées à la diaspora, 20 novembre 2008. D'autres, comme les Bakinois (*Bakintsy*) sont affiliées au Congrès azerbaïdjanais.

de bienfaisance, publication de journaux (respectivement *VAK* et *Azerros*²⁶), collaboration avec les autorités russes sur les questions migratoires et celles qui touchent aux « diasporas », aide juridique, *etc.* Dès lors, rien ne semble justifier l'existence de deux organisations : alors que l'Union des Arméniens de Russie propose un guichet unique²⁷, et que les principales associations géorgiennes se sont récemment unies au sein de l'Union des Géorgiens de Russie, les organisations de la diaspora azerbaïdjanaise paraissent, sinon divisées, du moins éparpillées. Par ailleurs, le profil socioprofessionnel des dirigeants de l'Autonomie est relativement homogène : à l'exception d'un professeur, le présidium est composé d'ingénieurs ou de chefs de petites ou moyennes entreprises ayant pour la plupart fréquenté des instituts d'économie. Les membres du Conseil, qui ont en fait un rôle honorifique, présentent des profils plus variés (artistes, avocats, quelques professeurs), mais la dominante « hommes d'affaires » reste importante. Quant au Congrès azerbaïdjanais de Russie, créé en 2001, il possède soixante-six filiales en province, et ses premiers animateurs furent précisément les membres fondateurs d'Odjak. Le présidium du Congrès compte dans ses rangs essentiellement des « notables » en vue de la diaspora : directeurs de grandes entreprises russes²⁸, professeurs d'université, personnalités du monde du spectacle, directrice de l'école proposant l'option « ethnoculturelle » azérie à Moscou. Pour la plupart installés en Russie depuis la période soviétique, ils sont perçus comme étant la caution intellectuelle et morale de la diaspora, ainsi qu'un soutien financier important. Le Congrès azerbaïdjanais regroupe les hommes d'affaires azerbaïdjanais les plus fortunés de Russie, par conséquent ses moyens financiers sont sans commune mesure avec ceux des autres organisations de la diaspora dans le monde et en Russie. Le Congrès agit naturellement dans le cadre de la législation russe, toutefois il occupe une position beaucoup plus russo-azerbaïdjanaise, d'un point de vue politique, que l'Autonomie, et bien que ses dirigeants s'en défendent, apparaît assez lié au pouvoir actuel en Azerbaïdjan. Par exemple, il a reçu à la fois le Président Poutine et le Président Aliiev lors de son dernier congrès en 2004 et figurait en bonne place parmi les organisations de la diaspora qui siégeaient au congrès des organisations de la diaspora en 2005 à Bakou. Alors que le Congrès azerbaïdjanais se conçoit comme une tête de pont entre les deux pays, l'Autonomie revendique son rôle de médiateur entre les autorités russes et les citoyens russes d'origine azérie. Ce dernier point mérite sans doute d'être souligné. En effet, les activités de l'Autonomie sont

²⁶ www.azerros.ru. *Azerros* est également une holding dans le domaine des médias.

²⁷ Il existe bien une « Autonomie des Arméniens de Russie », mais ses activités sont circonscrites au domaine culturel.

²⁸ Lukoil, Crocus International.

davantage dirigées vers les Azéris *stricto sensu*, du reste il existe une Autonomie lezguie²⁹ et une Autonomie talyche³⁰ à Moscou. Le Congrès azerbaïdjanais, quant à lui, probablement parce qu'il compte en son sein nombre de membres originaires de Bakou, une des villes les plus cosmopolites de l'URSS, semble attaché à représenter cette diversité. Ses dirigeants citent donc volontiers leurs compatriotes de « nationalité » russe ou juive qui ont « réussi » dans les affaires ou en politique, mais il est vrai que la composante arménienne, très prégnante à Bakou du temps de l'Union, est à peine évoquée, en public du moins. Le Congrès tient donc le haut du pavé en termes de visibilité : interlocuteur privilégié tant des autorités russes que des autorités azerbaïdjanaises, il possède de nombreuses filiales en province, qu'il s'agisse de ses propres ramifications, ou bien d'associations locales qui y sont affiliées. C'est le cas par exemple de la Ligue des Azerbaïdjanais de la région de Samara, qui possède une représentation locale à Toliatti. Quoi qu'il en soit, les frontières entre les deux organisations sont, dans une certaine mesure, poreuses : ainsi, l'écrivain Tchinguiz Gousseinov et le dramaturge Roustam Ibraguimbekov sont membres du comité central du Congrès et du conseil de l'Autonomie, leur renommée les plaçant au-dessus d'éventuels clivages partisans.

Quant à la communauté arménienne, elle dispose elle aussi d'un grand nombre de petites associations : l'Association culturelle et éducative *Ararat*, la Société d'amitié et de coopération russo-arménienne, l'Amicale moscovite *Nakhitchevan*, la Communauté russo-arménienne³¹. L'organisation la plus puissante et active est cependant l'Union des Arméniens de Russie (*Տօյուղ Արմիան Ռոսսի*, SAR, ci-après Union des Arméniens)³², qui possède des filiales dans de nombreuses régions de Russie. Moscou compte bien également une Autonomie arménienne, toutefois les activités de cette dernière sont circonscrites à la sphère strictement culturelle (soirées littéraires, cours d'arménien)³³. L'Union des Arméniens a été créée officiellement le 16 juin 2000 à la suite d'un congrès au cours duquel 47 conseillers avaient été élus. Ara Abramian, le président de

²⁹ Peuple caucasique montagnard, ils se sont en partie convertis à l'Islam au XV^e siècle, ils sont sunnites et répartis entre le nord de l'Azerbaïdjan et le Daghestan, en Fédération de Russie, où ils sont environ 200 000. Au dernier recensement de 1999, ils étaient 140 000 en Azerbaïdjan, ce qui en fait la première minorité nationale (5,7% de la population totale), devant les Russes. Nombreux à Bakou, les Lezguiens (on rencontre aussi les termes « Lezguiens » et « Lezguis ») ont un sentiment identitaire assez fort, ils forment la majorité de la population dans certains districts du nord de l'Azerbaïdjan, environ 90% de la population de la ville de Goussar.

³⁰ Les Talyches, peuple persanophone vivant essentiellement au sud de l'Azerbaïdjan et au nord de l'Iran, comptent pour environ 1% de la population azerbaïdjanaise.

³¹ La Communauté russo-arménienne est en fait une émanation du Dachnaksoutioun (ou « Dachnak »), la Fédération socialiste-révolutionnaire arménienne.

³² www.sarinfo.org

³³ En raison de dissensions internes, elle s'est scindée en deux, certains animateurs ayant continué leurs activités au sein de l'association *Ararat*.

L'organisation, avait pris l'initiative de démarcher les communautés arméniennes dans les provinces, qui comptent aujourd'hui 67 filiales³⁴. Ambassadeur de bonne volonté de l'UNESCO et investi dans de nombreuses activités à caractère culturel et social qui lui ont valu plusieurs décorations en Russie et à l'étranger (dont la Légion d'honneur en 2006), il s'est lancé dans les affaires dès la fin de l'URSS, dans l'électronique et plus récemment dans l'aéronautique. Globalement, l'organisation est animée essentiellement par des Arméniens originaires d'Arménie, à l'exception notable de son vice-président, dont la famille est originaire de la région azerbaïdjanaise de Chémakha³⁵. Le présidium de la branche moscovite de l'Union arménienne compte bien quelques Arméniens de Géorgie, mais aucun Arménien d'Azerbaïdjan. Ces derniers, en particulier les Bakinois, étaient pourtant, et sont encore, fort bien représentés parmi les professions intellectuelles et artistiques, grandes pourvoyeuses d'animateurs pour les organisations communautaires. C'est le cas également, dans une moindre mesure, des Arméniens de Tbilissi, confrontés il est vrai à une forte concurrence géorgienne dans cette ville, et de toute façon plus nombreux dans la région rurale d'Akhalkalaki³⁶. Malgré les discours sur l'appartenance à une origine (arménienne) commune et le sentiment assez répandu de faire partie de la même diaspora, les uns et les autres semblent donc graviter au sein de réseaux différents. Pour les organisations arméniennes, la commémoration du génocide de 1915 demeure un moment important. L'Union des Arméniens et la Communauté arménienne organisent chaque année un rassemblement devant l'ambassade de Turquie afin de réclamer aux autorités turques la reconnaissance du génocide. Un responsable de l'Union reconnaissait toutefois que son organisation n'était pas toujours sur la même longueur d'ondes que la Communauté, y compris concernant ce sujet pourtant très fédérateur pour la diaspora dans son ensemble :

Je ne sais pas ce qu'ils font, des trucs politiques. Je ne les vois que le 24 avril pour la commémoration du génocide, quand on fait une manifestation, et franchement ils nous gênent plus qu'autre chose. La reconnaissance du génocide, c'est la partie centrale de leur programme, alors ils crient des slogans anti-turcs, des gros mots. « On va vous tuer, on va se venger ». Et moi je leur dis « Écoutez, on est une nation d'intellectuels ». (Moscou, 5 mars 2009)

³⁴ Entretien avec le responsable de la branche moscovite, 5 mars 2009.

³⁵ Le vice-président de l'Union des Arméniens est quant à lui né à Bakou, qu'il a quittée en 1941 à l'âge de 18 ans car il était mobilisé. Par la suite, il a gravi les échelons de l'administration soviétique et a été nommé ambassadeur au Zimbabwe et au Sénégal. Il a fini sa carrière comme directeur de l'équivalent soviétique de la SACEM. Il était proche notamment d'Heydar Aliev, ancien président azerbaïdjanais décédé en 2004. Entretien à Moscou, 15 septembre 2007.

³⁶ Région située au sud de la Géorgie, à la frontière avec l'Arménie, et peuplée majoritairement d'Arméniens.

Le profil social des dirigeants de ces organisations est identique. Deux profils dominant : les membres de l'intelligentsia d'une part; les hommes d'affaires, qui, ayant fait fortune, jouissent pour cette raison d'une certaine aura³⁷. Dans l'un et l'autre cas, il s'agit d'immigrés de longue date, bien installés en Russie – dès la période soviétique pour certains, par différents biais –, et en général éduqués³⁸. Le leadership d'une association est parfois l'occasion pour ces animateurs de la première heure de renforcer leur assise dans leur communauté et d'accroître leur pouvoir symbolique, même si celui-ci reste modéré en raison de l'implication limitée de la masse des immigrés. L'assise de ces leaders est d'autant plus importante que certains d'entre eux apportent une contribution financière non négligeable à ces organisations, sur leurs propres deniers. Ils mettent à disposition, le cas échéant, des locaux dans leur propre entreprise, ce qui facilite leurs activités professionnelles et associatives. Par exemple, l'Union des Géorgiens loue des locaux spacieux dans le centre de Moscou grâce à l'implication financière de son président. De même, les locaux de l'Autonomie nationale-culturelle des Azéris de Russie et la rédaction de son journal *Azerros* occupent une aile entière au rez-de-chaussée d'un bâtiment qui abrite par ailleurs l'entreprise de BTP de son président. Les organisations les plus puissantes comme l'Union des Géorgiens et le Congrès azerbaïdjanais ont plusieurs présidents et vice-présidents dont les fonctions sont, en dehors de leurs contributions financières, honorifiques. La gestion quotidienne des organisations est confiée à des professionnels choisis la plupart du temps dans la communauté au terme d'un recrutement basé sur le bouche-à-oreille et les liens interpersonnels. Au Congrès, il s'agit d'un ancien diplomate soviétique devenu après 1991 le représentant officiel de l'Azerbaïdjan à l'ONU de 1994 à 2001 [Ali, 2008, p.467]. Il est épaulé par douze collaborateurs salariés de l'organisation. À l'Union des Géorgiens, le directeur exécutif est une jeune femme d'origine géorgienne diplômée en musique et communication dont l'entreprise périclitait au moment où elle a été fortuitement présentée au président de l'organisation³⁹. Elle représente d'ailleurs une exception car, outre la prépondérance de notables dans les instances dirigeantes de ces organisations, on constate également l'absence de femmes. C'est du reste une caractéristique de nombreuses organisations d'immigrés [Schrover, Vermeulen, 2005, p.827] : aux hommes les activités politiques et liées au pays d'origine, aux femmes la participation aux activités en lien avec la société d'accueil et la recherche de solutions pratiques aux problèmes du quotidien.

³⁷ Il va sans dire que les chiffres d'affaires affichés par les PME des « self-made men » en province sont sans commune mesure avec les montants générés par les grandes entreprises des hommes d'affaires les plus prospères de Moscou.

³⁸ Il ne s'agit pas d'une particularité des groupes choisis pour notre étude [Escobar, Portes, Walton Radford, p.261].

³⁹ Entretien avec l'intéressée, Moscou, 22 octobre 2008.

Si aucune des organisations mentionnées ne met d'obstacles, en tout cas officiellement, à la participation de membres d'une autre origine, leur appellation même est sans équivoque. Dans le cas des Autonomies, cela semble logique puisqu'elles sont censées, légalement et statutairement, représenter un groupe ethnique. L'Union des *Arméniens* et l'Union des *Géorgiens* évoquent clairement le peuple éponyme. Concernant le Congrès azerbaïdjanais en revanche, on est bien ici dans un rattachement à un territoire, pas à un peuple, en tout cas pas directement. En Russie, que ce soit dans l'opinion publique, au sein des autorités ou même dans leurs propres rangs, ces organisations sont avant tout perçues comme étant celles des « diasporas » (*diasporskije organizatsii*). Cela sous-entend qu'elles ont trait, dans l'imaginaire commun, non pas tant aux immigrés qu'aux groupes ethniques dont elles promeuvent la culture. Il n'existe d'ailleurs pas d'organisations ou d'associations spécialement dévolues à tel ou tel groupe de migrants ou d'immigrés sur une base nationale ou ethnique. Le peu d'institutions de ce type sont en effet transversales⁴⁰ et, comme nous l'avons vu, chaque organisation communautaire met en œuvre ses propres activités à destination de ceux qu'elle perçoit comme appartenant à son groupe.

Si le *campanilismo*, comme on a appelé la tendance des émigrés italiens à fonder des associations sur une base régionale encore longtemps après l'unification de l'Italie, peut avoir son importance au sein des communautés immigrées sud-caucasiennes, il ne détermine pas les modes de création des organisations communautaires. Ces derniers résultent en effet davantage de réseaux formés sur la base de relations interpersonnelles. On pourrait citer le cas de l'Autonomie des Azéris de Russie, qui compte nombre de dirigeants originaires de Géorgie, comme son président. Certains groupes immigrés, par exemple les Mexicains aux États-Unis, ont la particularité de créer des associations sur une base locale. Nous avons déjà signalé que les immigrés sud-caucasiens tendaient à reformer des liens de solidarité entre *zemliak*, c'est-à-dire entre personnes originaires de la même région. Ceci ne conduit pas néanmoins à la constitution d'associations sur cette même base, les organisations citées plus haut sont en effet formées selon des clivages nationaux (associations géorgiennes, arméniennes, azerbaïdjanaises). On retrouvera tout au plus d'autres organisations répondant à une logique « ethnique » (Autonomie talyche, association lezguie, etc).

⁴⁰ C'est le cas du Syndicat des travailleurs-migrants (*Profsoïouz troudiachtchikhsia migrantov*), qui regroupe essentiellement des migrants originaires d'Asie centrale. Il est dirigé par un citoyen russe d'origine tadjike.

Des activités essentiellement socioculturelles

Les organisations communautaires ont davantage fait partie des thèmes abordés par la sociologie de l'immigration depuis les années 2000 non seulement en raison de leur importance pour les communautés immigrées elles-mêmes, mais aussi parce qu'elles interrogent leur mode de participation et d'intégration dans la société d'accueil. La formation des associations communautaires repose essentiellement sur trois séries de facteurs : le processus migratoire, les structures dans le pays d'accueil et les caractéristiques de la communauté immigrée [Schrover, Vermeulen, p.826]. Elle semble dans tous les cas être un processus intimement lié à la migration, les compatriotes des émigrés restés au pays ont en effet une tendance beaucoup moins marquée à former des associations [Moya, pp.838-839]. La situation migratoire explique donc que les activités de ces associations soient centrées sur la solidarité entre les migrants, l'aide à l'installation dans le pays d'accueil, la préservation de leur héritage culturel et le développement de liens entre immigrés et société d'accueil. Les activités principales des organisations communautaires sud-caucasiennes en Russie peuvent être résumées comme suit :

Activités sociales et éducatives	Activités culturelles et sportives	Activités civiques	Activités juridiques
Dons financiers et matériels à des orphelinats russes Arbres de Noël pour les enfants malades en Russie Aides ponctuelles à destination de compatriotes dans le besoin (opération chirurgicale, incendie d'une maison, ...) Projection de films pour les retraités du quartier Aide à la recherche d'emploi : constitution d'un fichier avec CVs et demandes d'employeurs Conseils pour l'éducation des enfants Venue d'étudiants du pays d'origine en Russie Organisation de voyages de jeunes de Russie en Azerbaïdjan et en Géorgie	Organisation de concerts, de spectacles de danse, de festivals en Russie Cours de langue Organisation de tournois d'échec et de football entre vétérans russes et géorgiens Organisation de célébrations pour les fêtes nationales (indépendance, Novrouz, Tbilisso) et le nouvel an Commémorations à l'occasion de l'anniversaire du génocide de 1915, des événements d'avril 1989 à Tbilissi, du 20 janvier 1990 à Bakou et de Khodjaly (février 1992) Erection de monuments et installation de plaques commémoratives en l'honneur de personnalités Fleurissement des tombes de vétérans	Conférences sur le pays d'origine à destination de la population russe Collaboration avec les autorités locales et régionales à Moscou sur les questions migratoires et de gestion de la diversité culturelle	Consultations juridiques à destination des migrants (droit des étrangers) Mise en place d'une hotline pour assister les citoyens géorgiens expulsés en 2006 Consultations juridiques à destination de la population locale

Les composantes aide juridictionnelle et activités socioculturelles sont donc les principaux centres d'intérêt de ces organisations. Le discours de leurs responsables est du reste fort semblable d'une organisation à l'autre :

Conserver la culture et les valeurs des Géorgiens. Beaucoup d'enfants grandissent ici, nous avons deux écoles, nous organisons des concerts, nous participons à toutes les manifestations, on essaie de participer à nos chants, danses, cultures, on fait des expositions, des tournois de foot avec les vétérans russes et géorgiens, d'échecs. On veut restaurer le commerce, les liens, la poste, la culture entre les deux pays. Nous ne sommes pas une organisation politique mais civile qui vise à la préservation de la culture nationale géorgienne en Russie. (Un des vice-présidents de l'Union des Géorgiens de Russie, Moscou, 17 février 2009)

Notre but central, c'est l'amitié entre les peuples et que nos enfants, nos petits-enfants, descendants, n'oublient pas leur langue maternelle, leurs traditions, leurs coutumes. (Société des Géorgiens de Russie, 29 octobre 2008, Moscou)

Notre travail principal, c'est que nos enfants, nos petits-enfants n'oublient pas leurs traditions, leur langue, leurs habitudes. [...] Quand j'ai compris que mes enfants perdaient leur culture, leurs traditions, leur langue, il ne fallait pas le permettre, il ne fallait pas. Il faut aimer et respecter ses traditions et sa culture, n'est-ce pas ? C'est pour ça que, avec d'autres gens, on a décidé de créer l'Autonomie nationale-culturelle des Azéris de Russie. (Président de l'Autonomie, Moscou, janvier 2008)

Compte tenu de la situation des plus tendues qui règne entre la Russie et la Géorgie depuis 2006, nos interlocuteurs ont beaucoup insisté sur la nécessité de perpétuer les relations culturelles entre les deux pays. Établir des « ponts » culturels entre le pays d'origine et la Russie, c'est le credo de nombre de responsables associatifs, d'autant plus que la séparation entre les républiques, soudaine, a laissé un grand nombre de personnes désemparées :

Quand tous ces événements sont arrivés [la disparition de l'URSS], se sont finis, nous avons commencé à organiser ici, sur le territoire russe, à Moscou, une sorte d'organisation civile azerbaïdjanaise et nous avons essayé de conserver ces relations entre l'Azerbaïdjan et la Russie, pour qu'elles ne disparaissent pas complètement, pour les maintenir. [...] Personne ne savait comment il fallait se comporter, c'était un nouvel État, comment fallait-il le diriger, que fallait-il faire, par quoi commencer, et le gouvernement ne savait pas non plus. Bon, évidemment, profitant de l'occasion, des bandits sont apparus, la police a commencé à se comporter autrement, comme des bandits aussi, ils pillaient, faisaient ce qui leur chantait, donc il a fallu aussi entrer en contact avec eux, discuter, expliquer que ce n'était pas des façons de faire, qu'on était en train de construire un nouvel État. [...] S'assimiler économiquement, politiquement, parce que, comment dire, peut-être que l'assimilation culturelle doit se faire aussi d'une façon générale, mais en même temps en gardant sa langue, son *ètnos*, ne pas se dissoudre complètement dans cette société. (Entretien avec le responsable de la branche moscovite des Azéris de Russie, Moscou, janvier 2009).

Même pour les communautés immigrées riches en associations de toutes sortes, les activités de type civique destinées à répondre aux préoccupations de la communauté immigrée sont plus rares, surtout pour les associations d'immigrés de la première génération [Lanly, 2002, p.113]. Elles ne sont toutefois pas inexistantes, notamment dans la sphère juridique. Le responsable des consultations juridiques au Congrès azerbaïdjanais, un ancien colonel de police originaire de Bakou, expliquait :

Et il y a aussi une grande orientation, c'est la plus problématique, c'est le fait que les Azerbaïdjanais ont des problèmes avec la justice et les forces de l'ordre. [...] D'après la loi russe, tout citoyen qui est arrivé en Russie ne peut pas rester plus de 3 mois, sinon il faut qu'il quitte le pays, et revienne. C'est comme ça. Quand on viole les lois russes, ça crée des problèmes avec la police. [...] Quand la police attrape un des ces Azerbaïdjanais qui a violé la loi, c'est signalé dans l'ordinateur, on l'expulse de Russie, et pendant 5 ans il ne peut plus y revenir. S'il a violé la loi, on l'expulse. Alors mon travail, c'est de l'aider pour qu'il ne soit pas expulsé, qu'on limite en premier lieu à une amende, pour qu'il reste en Russie, qu'il se nourrisse, gagne de l'argent, et puisse soutenir matériellement sa famille.

Le directeur exécutif du Congrès azerbaïdjanais expliquait quant à lui que les membres de l'organisation avaient effectué un intense travail de lobbying auprès des autorités russes pour s'assurer la mansuétude des forces de l'ordre envers les ressortissants azerbaïdjanais dans l'application de la nouvelle législation de 2006-2007 sur l'entrée, le séjour et le travail des étrangers en Russie. Les animateurs des organisations communautaires se trouvent donc souvent en porte-à-faux avec leur propre discours : alors qu'ils insistent sur la nécessité, pour leurs ressortissants, de respecter la loi russe, ils admettent tenter d'obtenir un règlement à l'amiable pour les contrevenants. L'Union des Géorgiens de Russie propose deux fois par semaine des consultations juridiques et fournit une aide importante aux réfugiés d'Abkhazie. En 2000, suite à un accord entre la Géorgie et la Russie, les deux pays étaient convenus que les Géorgiens d'Abkhazie et d'Ossétie du Sud recevraient un visa d'un an, en échange de quoi les autorités géorgiennes s'engageaient à délivrer également les visas nécessaires aux militaires russes stationnés en Géorgie et à leur famille⁴¹. Hormis l'organisation de conférences sur des sujets à contenu sociétal, et si elles sont parfois consultées par les autorités locales ou fédérales sur des sujets liés à l'immigration, à la gestion de la diversité ou à la xénophobie, l'essentiel des activités des associations communautaires demeure donc circonscrit à la sphère socioculturelle. Le responsable d'une association géorgienne en province expliquait ainsi s'être heurté à des

⁴¹ Entretien avec le responsable de l'Union des Géorgiens en charge de la question des réfugiés et des relations avec les branches régionales.

réticences, et finalement au veto, des autorités locales alors qu'il tentait de mettre sur pied un programme d'aide juridique à l'installation pour les migrants. « Ah ça, oui, pour faire des petites danses, des chants, des trucs comme ça, ils sont d'accord, mais pour le reste ... ».

Le tableau ci-dessus fait ressortir une particularité des organisations citées : la prégnance d'activités se déroulant exclusivement dans le pays d'installation, la Russie, et la quasi absence d'activités (sociales, politiques, de développement, humanitaires, etc) à destination du pays d'origine⁴². Les *home town associations* (HTA), selon l'expression consacrée dans la recherche anglophone⁴³, sont pourtant un vecteur de « remises sociales » (*social remittances*)⁴⁴ pour nombre de communautés immigrées de par la monde. Les migrants hispaniques, en particulier mexicains aux États-Unis, sont à l'origine de transferts de fonds de grande ampleur vers leur pays d'origine, destinés à financer des projets de développement dans leur village, des associations locales, voire même des partis politiques [O. de la Garza, Briant Lindsay Lowell, 2002 ; Escobar, Portes, Walton Radford].

Ces HTA sont ainsi devenues de véritables acteurs de développement et même de changement social dans les pays d'origine. Il est vrai que le montant des remises de migrants sont sans commune mesure avec celui (officiel) des pays dont nous traitons : d'à peine un milliard de dollars en 1979, ces remises s'élevaient, pour le Mexique, à près de 6 milliards en 1997 et à 6 milliards en 2003 [O. de la Garza, Briant Lindsay Lowell, p.244]. D'après les données de la Banque mondiale⁴⁵, les envois de fonds de l'étranger vers l'Azerbaïdjan s'élevaient à 813 millions de dollars en 2006 (1,274 milliards en 2009), soit 4% du PIB⁴⁶, dont 662 millions de *workers' remittances* (1,182 milliards en 2009). Le PIB de l'Arménie dépendant quant à lui, en 2009, des envois de fonds de l'étranger à hauteur de 9%⁴⁷, soit 769 millions de dollars, dont 86 millions de dollars

⁴² Nous aurons sans doute omis un certain nombre de ces activités, mais elles demeurent de toute façon résiduelles comparées à celles se déroulant dans le pays d'origine et qui lui sont destinées.

⁴³ En russe, on parlera volontiers de *obchtchina* (« communauté ») et de *obchtchestvo* (société, association). Les Chinois parlent quant à eux de *hui kan*, les Juifs des Amériques de *Landsmanschatn*, les esclaves africains de Cuba avaient eux fondé des *cabildos de naciones* [Moya, p.847-848]. Les immigrés mexicains aux États-Unis parlent pour leur part de *clubes de oriundos* [Lanly, p.114].

⁴⁴ « Social remittances are the ideas, behaviors, identities, and social capital that flow from receiving - to sending-country communities. » [Lewitt, 1998, p.927].

⁴⁵ <http://worldbank.org/prospects/migrationandremittances>. Voir également, pour les trois pays, les statistiques de l'ONU. *International Migration 2006*, Department of Economic and Social Affairs, Population Division, page consultée le 6 novembre 2011.

⁴⁶ <http://siteresources.worldbank.org/INTPROSPECTS/Resources/334934-1199807908806/Azerbaijan.pdf>. Le pourcentage du PIB est calculé en fonction de trois postes : les transferts des migrants, les remises faites par les travailleurs (*workers' remittances*) et la rémunération des employés (*employees' compensations*), page consultée le 6 novembre 2011.

provenaient des *workers' remittances* (contre respectivement 658 millions et 74 millions de dollars en 2006)⁴⁸. Quant aux migrants géorgiens, ils ont transféré, en 2006, 153 millions de dollars vers la Géorgie (sur 485 millions de dollars d'envois de fonds, 714 millions de dollars en 2009), soit 6,4% du PIB⁴⁹. En 2009, ce chiffre s'élevait à 317 millions de dollars. Ces chiffres doivent toutefois être relativisés car pris dans la durée, tandis que notre étude porte, elle, sur vingt ans. Au-delà des chiffres, il existe toutefois des différences incontestables dans l'approche adoptée et les buts recherchés par les associations communautaires. Alors que la première génération d'immigrés mexicains aux États-Unis, d'origine rurale, avait pour but en créant des organisations transnationales d'améliorer les conditions matérielles et politiques dans leur village ou leur région d'origine, ce type d'activités est pour ainsi dire absent chez les associations sud-caucasiennes. Si certaines d'entre elles ont pu être créées en réaction à des événements survenus dans le pays d'origine, lorsque les activités sont conduites en direction de ce dernier, il s'agit d'initiatives tout à fait ponctuelles et individuelles, le plus souvent à caractère charitable ou philanthropique. Par exemple, la construction d'une nouvelle église russe à Bakou a été financée en partie par un homme d'affaires azéri⁵⁰. Le théâtre russe de Tbilissi a lui été restauré par des fonds mobilisés par des Géorgiens de Russie. Pour autant, les buts poursuivis par les organisations communautaires peuvent évoluer dans le temps en fonction de différentes variables telles que la politique du pays d'origine, les évolutions du pays d'installation ou les dynamiques internes à la communauté elle-même. Par exemple, la création de l'Association des travailleurs maghrébins de France a entériné non seulement l'élargissement aux Algériens et aux Tunisiens d'une association créée initialement à destination des Marocains, mais également un changement d'objet de l'organisation [Lacroix, 2010, p.123]. Ces évolutions ont conduit à la création de l'Association des travailleurs marocains de France en 1982, qui a investi les thèmes liés à la problématique migratoire (droit de vote des immigrés, sans-papiers, discriminations, etc). Dans le cas des organisations communautaires sud-caucasiennes, nous avons vu que, dans un premier temps très préoccupées de questions ayant trait à la langue et à la culture, elles ont dû réorienter leurs activités et leurs discours dans un contexte d'augmentation de l'immigration en tenant compte, pour les associations géorgiennes, d'une conjoncture bien peu favorable.

⁴⁷ <http://siteresources.worldbank.org/INTPROSPECTS/Resources/334934-1199807908806/Top10.pdf>, p.6, page consultée le 6 novembre 2011.

⁴⁸ <http://siteresources.worldbank.org/INTPROSPECTS/Resources/334934-1199807908806/Armenia.pdf>, page consultée le 6 novembre 2011. L'Arménie se caractérise par l'importance des sommes contenues dans la rubrique « rémunération des salariés », respectivement de 576 et 678 millions de dollars en 2006 et 2009, contre par exemple 128 et 73 millions de dollars pour l'Azerbaïdjan.

⁴⁹ <http://siteresources.worldbank.org/INTPROSPECTS/Resources/334934-1199807908806/Georgia.pdf>, page consultée le 6 novembre 2011.

⁵⁰ Entretien avec Mikhail Zabéline, Président de la Communauté russe d'Azerbaïdjan, Bakou, 25 avril 2005.

La mobilisation ethnique peut être vue comme un phénomène passager susceptible de disparaître, ou du moins de s'atténuer, au fur et à mesure de l'adaptation réciproque entre migrants et autochtones [Fijalkowski, p.33], ce qui explique que les associations communautaires soient créées et animées essentiellement par la première génération d'immigrés. La participation aux activités des organisations communautaires demeure donc la plupart du temps circonscrite à des cercles restreints d'immigrés bien implantés. Par conséquent, pour les « masses immigrées », la co-présence en Russie et dans le pays d'origine passe par des vecteurs concrets tels que les remises, ainsi que par des pratiques quotidiennes beaucoup plus évanescentes, en particulier pour les jeunes générations. Nés et/ou socialisés en Russie, les enfants d'immigrés sont peu ou pas impliqués dans les réseaux communautaires associatifs et ont tendance à investir d'autres sphères, telles que la production et la consommation de biens économiques et culturels, contribuant à faire émerger de nouvelles formes d'identité transnationales. De ce point de vue, la question de la survie des organisations communautaires sud-caucasiennes au-delà de la première génération d'immigrés est posée, même si nous ne disposons pas encore de suffisamment de recul pour y répondre.

Bibliographie

Ouvrages

ALI Suleyman, *Azərbaydžanskij mir v Moskve* (Le monde de l'Azerbaïdjan à Moscou), Moscou, Suleyman Ali Asa, 2008.

CARRERE D'ENCAUSSE Hélène, *La gloire des nations*, Paris, Fayard, 1990.

DE LA GARZA Rodolfo O., LINDSAY LOWELL Briant, *Sending Money Home. Hispanic Remittances and Community Development*, Oxford, Rowman and Littlefield Publishers, 2002.

GUARNIZO Luis, SMITH Michael, *Transnationalism from Below*, New Brunswick, Transaction Publishers, 1998.

SERRANO Silvia, *Géorgie, sortie d'empire*, Paris, CNRS-Editions, 2007.

Chapitres d'ouvrage

Thomas Lacroix, « L'imaginaire migratoire. Jeunes Marocains de France », in Françoise Lorcerie (dir.), *Pratiquer les frontières. Jeunes migrants et descendants de migrants dans l'espace franco-maghrébin*, Paris, CNRS Éditions, 2010.

Articles de revue

BARAMIDZE Ruslan, RUMIANTSEV Sergej, «Azərbaydžhancy i gruziny v Leningrade i Peterburge : kak konstruirujutsja 'diaspory' » (Les Azerbaïdjanais et les Géorgiens à Léningrad et Saint Pétersbourg : comment les 'diasporas' se construisent), *Diaspory*, 2008, n°2, pp.7 à 46.

CAGLAR Ayse, « Hometown Associations, the Rescaling of State Spatiality and Migrant Grassroots Transnationalism », *Global Networks*, vol.6, n°1, 2006, pp.1-22.

DE WIND Josh, LEWITT Peggy, VERTOVEC Steven, « International Perspectives on Transnational Migration: An Introduction », *International Migration Review*, vol.37, n°3, Automne 2003, p.565-575.

ESCOBAR Cristina, PORTES Alejandro, WALTON RADFORD Alexandria, « Immigrant Transnational Organizations and Development : A Comparative Study », *International Migration Review*, Printemps 2007, vol.41, n°1, pp.242-281.

FIJALKOWSKI Jürgen, « Solidarités intra-communautaires et formations d'associations au sein de la population étrangère d'Allemagne », *REMI*, vol.10, n°1, 1994, pp.33-55.

LANLY Guillaume, « Les associations de migrants internationaux dans trois communautés rurales mexicaines », *Autrepart*, 22, 2002, pp.109-128.

LEWITT Peggy, « Social Remittances: Migration Driven Local-Level Forms of Cultural Diffusion », *International Migration Review*, vol.32, n°4, hiver 1998, pp.926-942.

MERLO Simona, « L'Église orthodoxe et la nation en Géorgie. Messianisme religieux et recomposition de l'identité culturelle géorgienne aux XIX^e et XX^e siècles », *ISTINA*, n°2, avril-juin 2009, pp.115-136.

MOYA Jose, « Immigrants and Associations : A Global and Historical Perspective », *Journal of Ethnic and Migration Studies*, vol. 31, n°5, pp.833-864.

SCHROVER Marlou, VERMEULEN Floris, « Immigrant Organisations », *Journal of Ethnic and Migration Studies*, vol.31, n°5, septembre 2005, pp.823-832.

SMITH Michael Peter, « Transnational Urbanism Revisited », *Journal of Ethnic and Migration Studies*, vol.31, n°2, mars 2005, pp.235-244.

URJEWICZ Charles, « L'identité azérie à l'épreuve de l'indépendance », *Revue du monde musulman et de la Méditerranée*, 1991, n°59-60, pp.117-122.

VERTOVEC Steven, « Migration and Other Modes of Transnationalism : Towards Conceptual Cross-fertilization », *International Migration Review*, vol.37, n°3, automne 2003, p.641-665.